

# L' Espace Femmes de Jette contre les traités de libre-échange

## Chronique d'une mobilisation avec Lune Leoty, animatrice à Vie féminine

Julien Tondeur (historien au CARHOP asbl)

**Mots clés : mobilisation - femmes - libre-échange**

### Introduction

Depuis 2016, le CARHOP s'intéresse aux traités de libre-échange, leur histoire, les débats souvent vifs entre partisans et opposants en Belgique<sup>1</sup>. Cette analyse met en lumière l'action de la section locale de Vie Féminine qui se réunit à l'Espace Femmes de Jette<sup>2</sup>, et qui prend part à la mobilisation qui s'organise contre ces traités entre décembre 2014 et septembre 2016. Au départ du témoignage de Lune Leoty, animatrice de la locale, nous allons montrer comment des femmes, en processus d'apprentissage du français, parfois isolées socialement et souvent



Tondeur J., Vue photographique de la manifestation contre le TTIP et le CETA, Bruxelles, 20 septembre 2016 (Collection CARHOP).

peu scolarisées, parviennent à trouver les ressources individuelles et collectives pour se mobiliser et porter un message sur l'espace public. Si la mobilisation peut être définie comme « l'action de mettre en jeu des forces (ressources), y faire appel, les réunir en vue d'une action commune »<sup>3</sup>, l'Espace Femmes de Jette passe de la théorie à la pratique. En faisant entendre leurs voix contre les traités de libre-échange, en se saisissant de questions complexes aux enjeux sociaux, politiques, économiques et environnementaux, ces femmes démontrent l'importance d'une démarche d'éducation permanente dans une société qui se veut démocratique. Basée sur un témoignage, cette analyse est toutefois tributaire de la démarche liée à l'exploitation d'une source orale. Sujettes à débat, les manières d'apprécier ce type de source changent suivant les époques et les méthodes de production<sup>4</sup>. Pour autant, l'histoire des mouvements sociaux et

de l'action militante est liée à la pratique de récolte de témoignages. Car, cette dernière offre la possibilité de raconter l'histoire d'en bas, des travailleurs et travailleuses, des « petites gens » à travers leurs yeux et leurs paroles. La récolte du témoignage de Lune Leoty s'inscrit dans cette optique, illustrant un épisode d'une action militante qui, sinon, tomberait sans doute dans l'oubli.

### Un lieu et un climat propice au pouvoir d'action

L'Espace Femmes de Jette se veut un lieu de rencontres, ouvert aux femmes de tout âge, où les barrières culturelles n'existent pas, afin que chaque personnalité puisse s'exprimer. Diverses activités y sont organisées : des ateliers de bien-être, d'informatique, de « créativité », des cours de gymnastique, des cours de français...<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Voir TONDEUR J., « TTIP et CETA, aux sources d'une mobilisation citoyenne », Analyse en ligne du CARHOP, 2016 [En ligne]. URL : [https://www.carhop.be/images/TTIP\\_CETA\\_2016.pdf](https://www.carhop.be/images/TTIP_CETA_2016.pdf) ; TONDEUR J., « Stratégies et moyens d'action. Les mouvements citoyens en lutte contre le TTIP et le CETA », Analyse en ligne du CARHOP, décembre 2016 [En ligne]. URL : [https://www.carhop.be/images/Strategie\\_TTIP\\_CETA\\_2016.pdf](https://www.carhop.be/images/Strategie_TTIP_CETA_2016.pdf) ; TONDEUR J., « Les traités de libre-échange au menu de l'ISCO », CARHOP, décembre 2018 [En ligne], mis en ligne le 21 décembre 2018.

<sup>2</sup> L'espace Femmes se situe à la rue de Laeken, n° 57, 1090, Bruxelles.

<sup>3</sup> *Le Petit Larousse illustré*, Paris, 2000, p. 659.

<sup>4</sup> WALLENBORN H., « Les attitudes de l'historien face aux témoins », *Bulletin de l'AFAS*. Archives des Sonorités [En ligne], mis en ligne le 01 juillet 2002. URL : <https://journals.openedition.org/afas/2421> (Page consultée le 19 décembre 2018).

<sup>5</sup> Voir site WEB : <http://www.viefeminine.be/spip.php?rubrique261> (Page consultée le 10 décembre 2018).

Les ateliers de français langue étrangère (FLE)<sup>6</sup> regroupent des femmes « qui ont été déscolarisées il y a très longtemps, qui ont un parcours de vie qui fait qu'elles arrivent à un âge avancé, et qu'elles se dégagent de leurs responsabilités familiales »<sup>7</sup>. Elles suivent des tables de conversation pour apprendre à communiquer en français, « à sortir de l'isolement, et à prendre conscience de leurs droits ici en Belgique ». Les animatrices travaillent principalement les questions « des droits des femmes, des droits culturels, du droit à l'épanouissement ». S'ajoutent à cela les consultations juridiques gratuites à destination des femmes sans-papiers, qui représentent une proportion plus importante du public qu'auparavant<sup>8</sup>. Pour l'ensemble des ateliers, une formule générale est proposée aux femmes par les bénévoles. Ces dernières composent ensuite avec les envies, les désirs, les besoins de chacune, afin de créer un projet qui convienne à l'ensemble du groupe en formation. Selon Lune, il est primordial d'établir un climat de confiance et de définir un environnement de travail sain avant d'entamer toute autre démarche. Ensuite, « si la personne est valorisée par rapport à qui elle est, et comment elle se débrouille dans la vie, de là, on a déjà une porte d'entrée. Pas directement vers une mobilisation, mais vers un pouvoir d'action ». Cela commence par reconnaître que le public qui est en Alpha-FLE possède des ressources remarquables. « Une personne qui ne sait pratiquement pas lire et écrire, elle a des repères insoupçonnés dans l'espace public ». Elle développe « une créativité et une ouverture que parfois, nous qui savons lire et écrire, nous n'avons plus ». Pour Lune, entrer dans un dialogue constructif, c'est en premier lieu écouter la personne. « On ne cherche pas, par exemple, à parler des droits des femmes ici. On demande plutôt : quels étaient les droits dans ton pays ? Qu'est-ce que tu connais, qu'est-ce que tu as perdu, qu'est-ce que tu as gagné ? On part toujours de ce qu'on connaît. (...). On part toujours du connu vers l'inconnu, c'est la première chose ».

## Prise de conscience

Lors de la Journée internationale des migrants du 18 décembre<sup>9</sup>, chaque année, l'Espace Femmes de Jette organise une fête. Vie féminine profite de cette occasion pour faire émerger et mutualiser les histoires migratoires des membres du groupe<sup>10</sup>. Sur une carte du monde, chacune inscrit son prénom et trace son parcours à l'aide d'un bout de laine. Si la majorité de ces femmes se trouve en Belgique par le biais du regroupement familial, pour d'autres, ce sont des chemins de traverses, parfois longs, difficiles et dangereux. La démarche initiée par l'équipe illustre le « commun des parcours, les raisons qui ont poussé au départ, et la richesse de l'interculturalité d'un groupe ». Ce jour-là, l'équipe, mobilisée préalablement sur la question des traités de libre-échange, entonne des chants écrits en vue du blocage du prochain sommet européen, organisé par la plateforme D19-20<sup>11</sup>. Les chants sont appréciés par le groupe et repris en cœur par les femmes. L'équipe constate à cette occasion que la notion d'« Espace Schengen » n'évoque rien au groupe. Elle décide d'y consacrer plusieurs ateliers, à l'aide de la mallette « Austérité et dette, les femmes s'en mêlent ». Cet outil pédagogique, réalisé par Vie féminine, vise à sensibiliser les femmes sur ces questions par des jeux, et en exposant ses effets sur la vie quotidienne. Deux types d'actions sont ensuite menés en parallèle par l'équipe. D'un côté, dans les ateliers, parler de la dette, de l'austérité, comprendre les enjeux liés aux traités de tels que le TTIP et le CETA<sup>12</sup>. De l'autre, préparer la mobilisation avec les travailleuses bénévoles et permanentes déjà sensibilisées à la question. Dans les ateliers, les femmes manifestent un intérêt croissant pour le sujet des traités de libre-échange.

---

<sup>6</sup> Les cours de FLE sont à destination d'apprenantes adultes non francophones, scolarisées dans leur pays d'origine, à la différence des cours d'alphabétisation, destinés aux personnes non scolarisées.

<sup>7</sup> Interview de Lune Leoty, réalisée le 15 novembre 2017 dans les locaux de l'Espace Femmes de Jette, Bruxelles. Toutes les citations, sauf mention contraire, proviennent de cette interview.

<sup>8</sup> Interview de Lune Leoty, *op. cit.*

<sup>9</sup> Action annuelle menée à l'initiative de l'ONU (Organisation des Nations Unies).

<sup>10</sup> Si en Wallonie, les cours d'alphabétisation et de FLE sont fréquentés par un certain nombre de personnes d'origine belge, c'est moins le cas à Bruxelles, où les groupes sont en majorité composés de personnes d'origine étrangère.

<sup>11</sup> La plateforme D19-20 se définit comme une alliance non partisane qui lutte contre les politiques d'austérité en Belgique et en Europe, ainsi que contre les traités de libre-échange. Elle regroupe des agriculteurs et agricultrices, des syndicalistes, des militant.e.s d'associations féministes, environnementalistes, de défense des droits humains et sociaux, des ONG, des organisations de jeunesse, des citoyen.ne.s. Vie féminine en fait notamment partie. Pour en savoir plus : site WEB : <http://www.d19-20.be/manifest/?lang=fr> (Page consultée le 17 décembre 2018).

<sup>12</sup> Pour plus d'informations, voir TONDEUR J., « TTIP et CETA, aux sources d'une mobilisation citoyenne », *op. cit.* ; TONDEUR J., « Stratégies et moyens d'action... *op. cit.*

## Première action : blocage

Devant l'envie exprimée par certaines d'accompagner l'équipe à l'action prévue par D19-20, elles travaillent sur l'importance de rester groupées, « si on va en manifestation, c'est en bloc commun. Il ne faut pas se retrouver toute seule, ce n'est pas possible. On doit toujours être deux par deux, on doit toujours vérifier si la personne avec qui on est parti est bien avec nous ». La préparation est nécessaire, d'autant plus que certaines femmes sont sans-papiers. Lune insiste pour en être avertie car, « selon les cultures, cela ne se dit pas forcément. (...) Il y a parfois des jugements ». Le jour de l'action, toute l'équipe de l'Espace Femmes ainsi que d'autres locales sont présentes, « on était un gros bloc de Vie féminine ». Deux mille personnes organisent le blocage de plusieurs carrefours bruxellois pour converger ensuite vers le cœur des institutions européennes dans le quartier Schuman. La manifestation est conséquente. Des agriculteurs et agricultrices, des syndicalistes, la plateforme D19-20, des associations et des citoyen.ne.s sont présents. La police est fortement mobilisée, il y a des tracteurs et des bottes de foin sont brûlées. Trois femmes du groupe FLE accompagnent Lune, « et le retour était super positif. Elles se sont senties fortes, et elles n'ont eu aucune difficulté à être dans la rue. Pourtant explique Lune, « c'était très impressionnant. Je pense que sur le TTIP, c'est l'un des plus gros blocages qu'il y ait eu ».

## Appropriation spatiale collective

De retour dans le groupe, les participantes partagent leur expérience. L'envie de sortir en rue grandit pour beaucoup. S'approprier l'espace public lorsqu'on ne sait ni lire ni écrire n'est pas chose aisée. L'occasion se présente sous la forme d'une fête de quartier à Jette, « Reciprocity », qui valorise les échanges permettant de renforcer les liens sociaux. L'Espace Femmes y présente un atelier, offrant ainsi l'occasion au groupe d'interpeller le public via quelques questions et amorcer le débat : « tu viens d'où, tu habites où, tu as fait quel chemin ? ». Cette première sortie collective dans l'espace public contribue, selon Lune, à « mettre en évidence l'importance de la migration, de se reconnecter avec le quartier. On est passé par ces étapes d'appropriation. Et puis on a commencé à expliquer ce qu'était le traité transatlantique ».

## La force du picto-langage

L'opacité qui entoure les négociations relatives au TTIP induit qu'en trouver une définition claire n'est pas aisé<sup>13</sup>. L'expliquer ensuite à des personnes en apprentissage du français s'avère dès lors difficile. « Du coup, on y est allé petit à petit, avec un moyen qui est le picto-langage. Parce que ce n'est ni du texte ni totalement une image, (...). Il a une force de compréhension et de manipulation ». Lune aborde la question de la responsabilité, « et au début (pour le groupe), tout était de la faute des États-Unis. Puis on se rend compte que "ah ben non, l'Europe a aussi son mot à dire là-dedans". Et puis : quel est l'impact sur les crèches, sur l'école, sur les produits alimentaires, etc. ? » De manière progressive, des questions et des inquiétudes émergent sur leur santé, celle de leurs enfants, à propos de l'avenir. « Mais en fait, se disent les femmes, tous les produits ménagers ? Déjà qu'on ne comprend rien aux étiquettes, ce sera encore moins clair. Et puis, c'est nous qui utilisons ces produits, puisque ce sont encore les femmes qui font majoritairement le ménage. Donc ce sont nos mains qui vont être ensanglantées. Et c'est nous qui allons manger des produits aux OGM. Et puis nous, on ne veut pas de javel dans le poulet. » Les phrases abstraites et les concepts lointains, tels que « la suppression des barrières tarifaires et non-tarifaires », définissant le TTIP se transforment soudainement en problèmes très concrets pour ces femmes. Cette prise de conscience de l'impact réel de ces traités sur leur vie quotidienne bouleverse leur vision. « Là, on a des femmes qui commencent à s'impliquer davantage ». À l'occasion d'un nouvel atelier en rue, les femmes sollicitent elles-mêmes les passants à l'aide du picto-langage. Elles s'investissent, s'approprient la question. Lune en tire comme enseignement que « ces femmes sont très politisées en fait, mais on ne leur a jamais demandé leur avis ». Des explications ancrées dans la vie quotidienne leur permettent de s'emparer de questions de société, de poser des choix citoyens. « À aucun moment, nous n'avons dit : "ce traité est anti-démocratique". On a posé la question pour que d'elles-mêmes, à un moment donné, le choix se fasse ». Rapidement les femmes clament : « non, nous on ne veut pas ! », car ce sont « encore elles qui s'occupent de l'éducation des enfants, de la maison, des soins. (...) Les impacts sont très clairs sur les femmes ».

## Des traités qui impactent négativement les femmes

Les études menées par des associations féministes sont sans appel : le TTIP renvoie aux politiques néolibérales dominantes au sein des institutions européennes – et ailleurs – depuis les années 1980. C'est à ce titre que les

<sup>13</sup> Un des reproches fait au TTIP par ses opposants est le caractère secret des négociations nécessaires à son établissement. Pour plus d'informations, voir site WEB : <https://www.cncd.be/La-Commission-europeenne-rejette> (Page consultée le 17 décembre 2018).

syndicats, une kyrielle d'associations et d'organisations non gouvernementales (ONG), des collectifs citoyens en tout genre mettent en garde contre ce traité et ne veulent pas qu'il soit institué. Il force l'ouverture des marchés publics et accentue la mise en concurrence des travailleurs, tout en écrasant les petits producteurs. Les OGM (organismes génétiquement modifiés) ne sont plus mentionnés sur l'emballage des produits alimentaires. Les normes de protection sociale, sanitaire et environnementale sont alignées sur celles des États-Unis, moins contraignantes que celles prévalant dans l'Union Européenne. L'asbl Le Monde selon les femmes<sup>14</sup> souligne que ce traité renforce la division sexuelle du travail et les stéréotypes sexistes, cloisonne la sphère domestique et affecte l'autonomie financière des femmes. Nombre de conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) ne sont pas ratifiées par les États-Unis, telles que la convention concernant la protection de la maternité, celle sur les travailleurs et travailleuses ayant des responsabilités familiales ou encore celle sur les travailleurs et travailleuses domestiques, etc. Au total, ce n'est pas moins de douze conventions qui sont concernées. *De facto*, l'application du TTIP entraînera une harmonisation des normes au détriment des femmes. Un exemple concerne le congé de maternité. L'OIT recommande une durée minimum de 14 semaines. En Belgique, il est de 15 semaines, les femmes y reçoivent une indemnité de maternité de 82 % du salaire non plafonné les 30 premiers jours puis de 75 % du salaire plafonné. Aux États-Unis, le congé rémunéré n'est pas garanti et doit souvent être négocié avec l'employeur. Il en résulte une possibilité souvent limitée pour les femmes de l'obtenir<sup>15</sup>. Mais les associations féministes soulignent qu'un autre risque est celui de l'intensification de la privatisation des services publics et de la sécurité sociale. Si les services publics subissent des coupures, cela se traduit dans les faits par une diminution des places en crèche et en garderie, une menace sur le suivi hospitalier après une grossesse, la privatisation des transports en commun, etc. « Les femmes ont tendance à minimiser l'impact des coupures budgétaires des services publics alors qu'en fait elles sont les premières à faire face au choc social en matière de santé, d'éducation des enfants et de soins aux personnes âgées »<sup>16</sup>.



CARHOP, fonds CARHOP, photographie de Julien Tondeur, Manifestation TTIP-CETA, Bruxelles le 20 septembre 2016.

## De l'individuel au collectif

Le sujet des traités, de la dette et de l'austérité passionne le groupe qui exprime son désir de l'explorer davantage. Pour travailler l'acquisition d'un vocabulaire technique et compliqué, Lune propose aux femmes de livrer leurs témoignages, « de travailleuses, de chômeuses, de femmes au foyer, de jeunes en recherche d'emplois, de migrantes en attente de régularisation, de femmes âgées, qui sont confrontées à une grande précarité et à du travail au noir ». Ce moment de partage de situations individuelles provoque des prises de conscience libératrices, ainsi qu'une déculpabilisation individuelle. Les femmes du groupe se disent : « qu'est-ce que j'ai fait, pourquoi ça ne marche pas ? ». Les expériences personnelles vécues souvent comme des échecs sont mises en perspective à travers la compréhension d'un système économique et social et les injustices qu'il engendre. Surgit alors la dimension collective, illustrant, selon Lune Leoty, une démarche de travail chère à Vie féminine.

## Quand l'indignation pousse à l'action

Les activités de l'Espace Femmes de Jette se déroulent sur une année scolaire, de septembre à juin. Certaines quittent le groupe, d'autres le rejoignent. Lorsque c'est le cas, les anciennes effectuent une mise à niveau et transmettent leurs connaissances aux nouvelles arrivantes. Elles s'étonnent alors : « moi, comment ça se fait que je n'en ai jamais entendu parler (des traités) ? ». Une forme d'écoeurement les gagne : « on ne nous raconte rien ! ». Lorsqu'elles participent à une manifestation, elles regardent le journal télévisé en soirée. Et là,

<sup>14</sup> Le Monde selon les femmes est une ONG féministe active dans le monde du développement, de l'éducation permanente et de la recherche action. Elle valorise les savoirs locaux en appui aux mouvements sociaux. Voir site WEB : <http://www.mondefemmes.be/>

<sup>15</sup> DE LA PENA VALVIDIA M., GIUBBILEI M., *TTIP : droits des femmes en danger ? Les impacts négatifs du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement sur l'égalité des sexes*, Bruxelles, CIEF-Le Monde selon les femmes, p. 6 (collection Recherche et Plaidoyer, 19) [En ligne] [http://www.amisdelaterre.be/IMG/pdf/ttip\\_consequence\\_sur\\_les\\_femmes\\_msf.pdf](http://www.amisdelaterre.be/IMG/pdf/ttip_consequence_sur_les_femmes_msf.pdf)

<sup>16</sup> DE LA PENA VALVIDIA M., GIUBBILEI M., *op. cit.*, p. 7.

surprise : « il y avait plein de monde, et on en parle 30 secondes. Et on ne dit rien (sur le fond) ». L'absence d'écho médiatique et le fait que les négociations entourant le TTIP se déroulent dans le plus grand secret engendrent chez ces femmes « une indignation qui les a poussés. Elles sont venues le 15 octobre 2015 à une autre manifestation »<sup>17</sup>. Elles décident d'emporter le picto-langage d'en parler autour d'elles, avec un outil accroît leurs connaissances selon Lune, et de quelque chose qu'on connaît, par exemple à son mari, à sa mère, à sa sœur, et qu'en plus personne ne sait rien de tout ça. Et d'autre part, d'aller à la manif, de le dire, de dire que c'est important d'y aller, que ce n'est pas dangereux, qu'une manifestation ça peut être dangereux, qu'elles avaient pu voir dans les médias, que ce n'est pas bien. [De constater] qu'on peut très bien être une femme voilée et aller en manifestation ». Produits par des collectifs citoyens et des plateformes regroupant des opposants aux traités de libre-échange, des stickers « No TTIP » fleurissent à ce moment dans les espaces publics belges. Les femmes s'affranchissent. Action de désobéissance civile, elles en récupèrent et en collent dans leurs quartiers, « un peu comme une ado qui sèche l'école et qui va au cinéma en plein milieu de l'après-midi ».



### Respecter les lieux de militance

À cette époque, l'Espace Femmes obtient un subside permettant d'aménager dans ses locaux un atelier professionnel de sérigraphie. L'objectif est de pouvoir imprimer sans recourir à un ordinateur, dont l'utilisation est très compliquée pour les apprenantes. L'atelier s'avère utile ; une grande manifestation est prévue le 20 septembre 2016<sup>18</sup>. Les femmes cousent, à l'aide de draps, des tabliers et des t-shirts qu'elles décorent de



Les filles de Vie féminine, avec T-shirts et slogans « in-traitables ». On reconnaît Lune Leoty et les gants ensanglantés au premier rang sur la droite de l'image. CARHOP, fonds CARHOP, Vue photographique de la manifestation contre les TTIP et CETA, Bruxelles, 20 septembre 2016 (collection CARHOP).

divers slogans tels que : « Hors TTIP » ou « les femmes sont in-traitables ». Elles trempent des gants dans la peinture rouge, afin de les brandir en manifestation, dans l'idée de dénoncer l'effet néfaste de produits chimiques sur leurs mains. La comparaison entre la réglementation américaine et celle de l'Union Européenne sur l'emploi légal des produits chimiques annonce un désastre écologique et de santé publique : 1.328 produits sont interdits dans l'Union, pour seulement 11 aux États-Unis<sup>19</sup>. Si toutes les femmes sont convaincues du bien-fondé de l'opposition aux traités, la préparation de la manifestation donne lieu à des débats. Certaines partagent leur refus : « moi, ce n'est pas possible d'aller en manifestation ; j'ai peur ; je suis claustrophobe ; je ne peux pas avoir cette autorisation-là ». Peu importe, pour Lune Leoty, chacune peut trouver un endroit de militance. Certaines impriment des t-shirts, d'autres gèrent l'assistance technique ou la préparation du matériel. L'équipe pédagogique estime primordial de respecter le choix de chacune, sa situation

personnelle, ses contradictions internes. Et ce respect entraîne un dépassement personnel des femmes impliquées, car « à partir du moment où une personne est respectée, plus facile est son engagement. Parce qu'elle sait (...) que sa diversité est prise en compte. Elle a droit de se tromper, ce n'est pas grave. Elle le sait, et donc, elle ose dire ce qu'elle pense, ose dire des bêtises. Et à partir de là, elle retrouve un pouvoir d'action qui l'emmène à en discuter avec d'autres, à oser s'affirmer, à développer son point de vue, à être plus forte ».

<sup>17</sup> La visibilité médiatique des actions des opposants aux traités augmente à partir du 15 mai 2014. Ce jour-là, près de 250 personnes sont arrêtées par la police car elles manifestent devant le Palais d'Egmont à Bruxelles, où se tient l'European Business Summit. Cet épisode marque un tournant dans la mobilisation contre les traités de libre-échange. Voir : TONDEUR J., TTIP et CETA, aux sources..., *op. cit.*

<sup>18</sup> Cette manifestation organisée à Bruxelles est la plus grande et la dernière manifestation d'ampleur organisée sur ce sujet en Belgique. Elle réunit 15.000 personnes en opposition aux traités.

<sup>19</sup> DE LA PEÑA VALVIDIA M., GIUBILEI M., *op. cit.*, p. 4.

L'atelier de sérigraphie permet, à la base, de travailler à une visibilité en tant que « groupe femmes », de produire une information qui donne de la visibilité à la lecture genrée des traités. Finalement, le contexte favorise l'émergence d'un véritable petit atelier militant. Des situations cocasses surgissent car, « pour pouvoir nettoyer les cadres de sérigraphie, il faut utiliser un karcher. Et peu de femmes en avaient déjà utilisé un. C'est puissant. (...) Et donc tous ces moments-là, où on se saisit d'outils qui ne sont pas forcément les nôtres directement, qui demandent une force physique, où c'est un travail valorisant, fort, ça je trouve que c'est intéressant. Ne pas être cantonné (à un rôle). Le point de départ, c'était effectivement : "qu'est-ce qu'on va donner à nos enfants à manger ?", "Ah, les produits ménagers, les médicaments"... Puis on en vient à : "tiens, je sais faire de la sérigraphie, c'est un métier" ».

## **Le 20 septembre 2016 : des chants et une issue joyeuse**

Le jour de la manifestation, le groupe de l'Espace Femmes rejoint un autre groupe de Vie féminine à la Maison Couleur Femmes de Schaerbeek, pour faire une préparation au jeu de clowns, et où les rejoignent les autres équipes régionales wallonnes et bruxelloises de Vie Féminine. Elles s'entraînent et répètent des slogans, inventés par des bénévoles et retravaillés en groupe FLE : « Parce que nous les vieilles, pour avoir accès à une maison de repos, nous devons d'abord gagner au loto », « Parce que nous les femmes, nous ne voulons pas servir de cobayes pour une pilule mal dosée », « Parce que nous les femmes, au supermarché, au rayon des produits déréglés, nous ne serons plus sur quel pied danser », « Parce que nous les femmes, nettoyeuses à la maison, à l'usine et au bureau, nous aurons les mains ensanglantées par des produits de nettoyage de mauvaise qualité ». Des chants et cris de ralliement sont partagés. « En manifestation, on a toujours remarqué le groupe Femmes et aussi notre énergie hyper positive. Parce que d'un coup, ce n'est pas qu'on avait gagné, mais il y avait un dénouement un peu positif, festif. Ce qui n'est pas toujours le cas. (...). Alors c'était un peu la fête. »<sup>20</sup>. Selon Lune Leoty d'ailleurs, le chant est un élément essentiel de l'action pour les femmes du groupe : « sans chant, ça ne marche pas. L'écriture des chants sur base de comptines, puis les apprendre, c'est aussi un moyen d'apprendre le français. Ce n'est pas juste chanter, il faut connaître les paroles, il faut savoir ce qu'on dit (...). C'est tout ce travail qui est enrichissant et hyper valorisant pour tout le monde ». Les manifestations représentent également une opportunité de rencontrer des femmes issues de mouvements féministes, du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), de groupes radicaux, des féministes anarchistes. Des liens se créent dans la convergence des luttes et entraînent les membres de l'Espace Femmes de Jette vers une ouverture à d'autres univers.

## **Quel impact pour ces femmes ?**

Lune Leoty perçoit plusieurs changements chez les femmes du groupe FLE, au niveau de l'implication dans les projets et dans la vie de la section locale en elle-même, de l'affranchissement personnel, etc. Certaines sont aujourd'hui bénévoles à Vie Féminine et donnent des ateliers de table de conversation aux débutantes. Lune entend souvent : « tu nous as fait confiance, merci, vraiment ». Pourtant, elle ne pense pas que c'est cela qui provoque un changement, mais plutôt le fait « qu'elles ont eu confiance en elles. C'est tout. Et c'est ça qui les a poussés à faire des choses, et qui continue à les pousser ». L'évolution est progressive, longue, parfois difficile. Deux d'entre elles, qui ne savaient ni lire ni écrire en arrivant à l'Espace Femmes, sont aujourd'hui diplômées du parcours « 120 heures pour l'égalité » de Vie féminine, une formation anticapitaliste, antiraciste et anti-patriarcat, ouverte aux permanentes, aux bénévoles ainsi qu'à toute femme qui le souhaite<sup>21</sup>. À côté de la confiance, Lune souligne la nécessité d'inscrire ces moments de militance « dans un temps joyeux aussi. Je pense que la notion du plaisir (...) est hyper importante pour contrebalancer le manque de temps. S'il y a plaisir, il y a temps ».

## **En guise de conclusion**

Tout en tenant compte des limites inhérentes à l'analyse par témoignage, ce travail illustre néanmoins les possibilités qu'elle offre. Car les mouvements sociaux conservent d'eux-mêmes peu de traces de leurs actions,

<sup>20</sup> En avril 2016, sous la pression citoyenne, le Parlement wallon vote une résolution demandant au gouvernement wallon de ne pas octroyer les pleins pouvoirs au gouvernement fédéral pour signer le CETA, traité commercial de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada. Cette résolution, par extension, hypothèque l'avenir du TTIP. Après avoir initialement retiré les États-Unis du TTIP, le président américain, Donald Trump, a cependant précisé en juillet 2018 qu'il était ouvert aux négociations. Voir à ce sujet : VAUDANO M., « Trump vient-il d'accepter la relance des négociations du traité transatlantique ? », *Le Monde.fr - Blogs*, 26 juillet 2018 [En ligne] URL : <http://transatlantique.blog.lemonde.fr/2018/07/26/trump-vient-il-daccepter-la-relance-des-negociations-du-traite-transatlantique/> (Page consultée le 17 décembre 2018).

<sup>21</sup> Pour plus d'informations, voir site WEB : <http://www.viefeminine.be/spip.php?article3409>.

qui risquent alors de tomber dans l'oubli. Suivre les étapes qui jalonnent la mobilisation du groupe de l'Espace Femmes de Jette contre les traités de libre-échange, c'est travailler à partir de l'histoire d'en bas, celle qui permet de comprendre les rapports de force entre population et tenants du pouvoir. Décrire la démarche d'éducation permanente qui accompagne cette mobilisation démontre le besoin de reconnaissance de ces femmes. En trouvant un lieu d'échange, elle se sentent écoutées et respectées. Étant valorisées, elles retrouvent un pouvoir d'action. Les techniques pédagogiques utilisées par l'équipe, telles que l'émergence des savoirs, le recours au picto-langage ou l'ancrage dans la réalité quotidienne, rendent compréhensibles des concepts jugés à priori inaccessibles pour ces femmes, à l'origine peu scolarisées. Cette prise de conscience de l'impact des traités de libre-échange sur leur vie quotidienne les amène à s'y intéresser davantage, leur permet de s'emparer de questions de société et de poser des choix citoyens. Partager leurs parcours de vie et les inscrire dans un contexte économique, politique et social plus large provoquent une déculpabilisation face à leurs échecs. Par le biais des expériences individuelles, la dimension collective surgit au groupe. Leur connaissance grandissante du sujet va de pair avec leur indignation, ce qui les encourage à en parler autour d'elles, à poser des actes de désobéissance civile, à militer contre ces traités. Le respect de l'équipe face à leur choix personnel concernant les actes militants accroît leurs convictions, elles s'affirment et s'impliquent davantage pour le collectif. Grâce à l'atelier de sérigraphie, elles s'approprient la fierté engendrée par l'utilisation et la maîtrise d'un outil de travail. Durant ces deux années, de 2014 à 2016, les femmes de la section locale de Vie féminine à Jette se dépassent individuellement et collectivement, découvrent de nouveaux horizons et champs d'action. Le récit de cette aventure met en lumière toute l'importance d'une démarche d'éducation permanente au sein d'une société démocratique. De manière micro, par l'émancipation et la mobilisation de ces femmes de Jette, et de manière macro, par l'immersion dans le débat politique de thématiques portées par des collectifs citoyens. Découvrir le témoignage de Lune Leoty, c'est finalement aussi ressentir le plaisir que peuvent procurer la militance et la mobilisation citoyenne. Ces femmes démontrent que la mobilisation augmente le sentiment de pouvoir d'action de chacune et participe au développement chez elles d'une confiance en leur capacité d'agir<sup>22</sup>.

#### **Pour citer cet article**

TONDEUR J., « L' Espace Femmes de Jette contre les traités de libre-échange. Chronique d'une mobilisation avec Lune Leoty, animatrice à Vie féminine », *Analyse en ligne du CARHOP*, décembre 2018 [En ligne], mis en ligne le 21 décembre 2018.



---

<sup>22</sup> LATTENDRESSE J., avec la collaboration de SAINT-PIERRE N., *La mobilisation : le moteur de l'action*, s.l., Centre 1,2,3 GO !, s.d., p. 5 [En ligne] URL : <https://rqvvs.qc.ca/documents/file/mobilisation-moteur-d-action.pdf> (Page consultée le 14 décembre 2018).